

Que reste-t-il de la Manif pour tous ?

Récemment publiés

- » N°142 : Octobre 2016 : Les manifestations d'opposition à la création des centres d'accueil : un révélateur de la crispation de l'opinion sur la question des migrants
- » N°141 : Juillet 2016 : L'été terroriste
- » N°140 : Le rapport des catholiques à l'islam en France
- » N°139 : Le spectre de la guerre civile
- » N°138 : La Loire-Atlantique dit « oui » à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes
- » N°137 : Pourquoi le FN a-t-il adopté une attitude prudente vis-à-vis de la loi Travail ?
- » N°136 : 3ème circonscription de Loire-Atlantique : le PS conserve son fief en dépit de mauvais reports.
- » N°135 : L'influence de l'isolement et de l'absence de services et commerces de proximité sur le vote FN en milieu rural.
- » N°134 : François Hollande face à la fronde paysanne
- » N°133 : Premier tour des régionales : le FN poursuit sa progression
- » N°132 : « Retrait républicain » ou maintien de la gauche au 2nd tour : quels enseignements tirer des précédents scrutins ?
- » N°131 : Répartition des bureaux de vote pour la primaire de la droite et du centre : le choix du scrutin de référence est loin d'être neutre
- » N°130 : L'évolution de la popularité des chefs de file du Front National
- » N°129 : L'image du Parti Socialiste à la veille du Congrès de Poitiers

» Près de quatre ans après son lancement, la Manif pour tous, qui émergea dans le paysage français à l'automne 2012 au moment du débat autour de la loi sur le mariage pour tous, convoquait de nouveau ses soutiens à battre le pavé parisien le 16 octobre 2016 pour peser dans le débat politique et notamment à droite, à quelques semaines des primaires.

Après une première mobilisation en novembre 2012, la Manif pour tous est montée en puissance jusqu'au printemps 2013 en organisant plusieurs grandes manifestations nationales à Paris et en province qui réuniront plusieurs centaines de milliers de personnes. Face à ce mouvement sociétal inédit qui avait surgi de nulle part et que commentateurs et responsables politiques n'avaient pas vu arriver (on se souvient ainsi de la surprise des dirigeants de la droite parlementaire qui, pris de court par l'ampleur de la mobilisation, étaient à l'époque montés dans le train en marche), les observateurs étaient restés relativement perplexes quant à la signification de cette mobilisation et sur l'avenir de ce mouvement et sa capacité à passer le cap de l'entrée en vigueur de la loi Taubira.

1. Une audience en recul mais qui demeure néanmoins conséquente

Une enquête de l'Ifop réalisée en octobre 2016¹ à l'occasion de la nouvelle mobilisation indique que près de quatre ans après sa création, l'audience de la Manif pour tous demeure aujourd'hui non négligeable dans la population. 24% des Français se disent proches des valeurs et des idées défendues par la Manif pour tous, mais ce mouvement a néanmoins incontestablement perdu du terrain en quelques années. Une mesure réalisée en octobre 2014² montrait en effet qu'un tiers des Français (31%) se disait proche de ce mouvement. Et si on se focalise sur le noyau dur, composé par ceux qui se disent « très proches » des idées de la Manif pour tous, les chiffres sont passés de 15% en 2014 à 8% aujourd'hui. Les idées portées par ce courant continuent donc d'exister dans la société et la « marque » Manif pour tous n'a pas disparu. Mais l'audience et la proximité au mouvement sont en perte de vitesse avec 7 points de perdus dans l'ensemble de la population et un noyau dur réduit de moitié en deux ans.

Quand on analyse dans le détail, il est frappant de constater que la baisse est particulièrement prononcée dans l'électorat de droite, parmi lesquels continuent de se recruter la majorité des soutiens à ce mouvement. Signe de l'important écho rencontré à son lancement, près d'un sympathisant de l'UMP sur deux (45%) se disait proche de la Manif pour tous en 2014, soit deux ans après le lancement du mouvement. Mais ils ne sont plus aujourd'hui que 29% (-16 points) à s'en dire proches. A l'époque, 23% des sympathisants UMP se disaient même très proches de la Manif pour tous, contre 7% aujourd'hui (-16 points également et un noyau dur qui est passé de près d'un quart de l'électorat de droite à seulement 7% aujourd'hui). C'est donc d'abord dans l'électorat de la droite classique que la perte de vitesse a été enregistrée. Ce mouvement n'a pas été aussi brutal parmi les sympathisants frontistes (-9 points) à tel point qu'ils sont aujourd'hui proportionnellement plus nombreux à se sentir proches des valeurs et des idées de la Manif pour tous que les sympathisants des Républicains (38% contre 29%). Cette situation n'a pas échappé à Marion Maréchal-Le Pen qui participa de nouveau à cette manifestation et y pris la parole.

Si on se livre au même exercice en termes d'appartenance religieuse, on constate qu'en octobre 2014, 59% des catholiques pratiquants se disaient proches des idées de la Manif pour tous mais que cette proportion est tombée aujourd'hui à 41% (-18 points). Et pour les catholiques pratiquants se disant très proches du mouvement, nous sommes passés dans la même période de 32 à 17% (-15 points). Ce sont donc dans les deux composantes principales de ce courant, les catholiques pratiquants et l'électorat de droite classique, que la Manif pour tous a perdu le plus de terrain. Mais contrairement à ce que le traitement médiatique en a souvent donné à voir, la proximité à ce corpus idéologique ne concerne pas uniquement que ces deux milieux bien identifiés. 17% des sympathisants de gauche et des « sans religion » se sont ainsi déclarés proches des idées et valeurs de la Manif pour tous en octobre 2016.

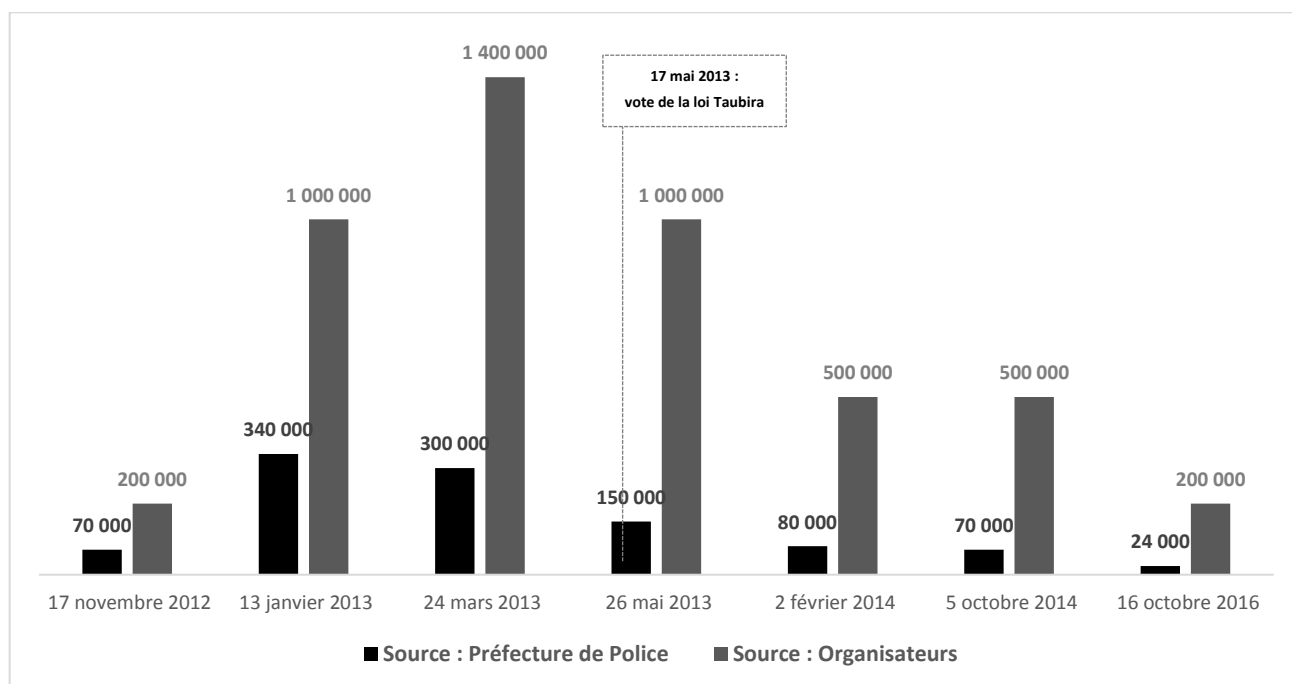
¹ Etude réalisée par internet pour Atlantico du 12 au 14 octobre 2016 auprès d'un échantillon national représentatif de 1000 personnes.

² Etude Ifop réalisée par internet pour Atlantico du 1er au 3 octobre 2014 auprès d'un échantillon national représentatif de 1004 personnes.

2. Révolution conservatrice ou feu de paille passager ?

Dans une interview accordée au *Monde*³ après l'adoption de la loi Taubira, Patrick Buisson disait déceler dans ce mouvement et ces grands cortèges le signe de l'émergence d'un « populisme chrétien ». Selon lui, une droite des valeurs était en train de se structurer, non pas pour revendiquer des intérêts catégoriels mais pour défendre des valeurs immatérielles. Citant Lénine, l'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy décrivait ainsi une phase de politisation de catégories jusque-là réfractaires ou indifférentes à l'égard de la chose publique. Pour lui, « *la France des invisibles est devenue visible. A travers la Manif pour tous, cette France a accédé à une conscience civique et politique et nul ne peut mesurer l'impact qu'aura cette révolution culturelle* ». Mais la France de 2013 n'était pas la Russie tsariste d'avant octobre 1917 et les catholiques français plus ou moins pratiquants, mais souvent bien insérés socialement et diplômés, n'étaient pas comparables aux moujiks ou aux prolétaires de Petrograd. Si la capacité de mobilisation de la Manif pour tous a été impressionnante et que ce mouvement est parvenu à s'installer dans la durée, force est de constater que le « processus révolutionnaire », pour parler comme Patrick Buisson, a fait long feu. Sous l'effet d'un réflexe légaliste, une fois que la loi Taubira a été votée par le parlement, le nombre de manifestants a sensiblement reflué.

Le nombre de participants aux manifestations parisiennes de la Manif pour tous.



A l'impact démobilisateur de la défaite est venu s'ajouter un phénomène d'usure et de lassitude qui a lui aussi contribué à éroder les rangs des manifestants. Le réflexe légaliste a également joué (une fois que la loi est votée beaucoup de citoyens considèrent que le débat est clos) et comme on l'avait observé au moment du Pacs, l'opinion avalise assez rapidement la nouvelle situation. En décembre 2012, seuls 46% des Français se

³ In *Le Monde* du 08/06/2013

disaient favorables à l'adoption pour les couples homosexuels, cette proportion est devenue majoritaire en novembre 2014 (53%⁴) à peine un an après le vote de la loi. Dans ce contexte, et comme les sondages de l'Ifop l'ont montré, la proximité aux idées de la Manif pour tous a reculé dans l'opinion et le nombre de participants à la dernière manifestation du 16 octobre 2016 s'inscrit en net reflux par rapport aux précédentes mobilisations. On constatera d'ailleurs que le ratio entre le nombre de manifestants revendiqués par les organisateurs et celui calculé par la préfecture de police de Paris a augmenté sensiblement avec le temps...

Tout se passe donc comme si ce mouvement avait certes été très puissant, mais conjoncturel et spécifique à un enjeu particulier qui était celui du mariage homosexuel. Avec une certaine habileté, les leaders de la Manif pour tous avaient présenté ce combat comme une mobilisation de sauvegarde de la famille traditionnelle. Or, une enquête de l'Ifop réalisée avant l'élection présidentielle de 2012⁵ avait montré que la défense de la famille traditionnelle était, avec le libre choix de l'école, un des sujets auxquels les catholiques pratiquants (qui ont constitué une part importante des bataillons de manifestants) étaient les plus sensibles. Quand un gouvernement de gauche s'était attaqué à l'école libre en 1984, ceci provoqua en réaction un mouvement populaire de masse. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, quand le projet de loi Taubira a été présenté par le gouvernement Ayrault et dépeint par la Manif pour tous comme une remise en cause de la famille traditionnelle, une réaction de même ampleur s'est produite. De notre point de vue, les imposants cortèges de 2012-2013 sont le pendant de la grande mobilisation de 1984.

Mais le fait qu'un tel mouvement parvienne encore quatre ans après sa création à organiser une manifestation de masse (bien que la tendance soit objectivement à la baisse, on l'a vu) semble indiquer que nous n'avons pas affaire uniquement à une simple mobilisation ponctuelle sur un thème précis. Si la queue de traine se poursuit encore aujourd'hui, cela signifie que ce combat a laissé des traces dans une part conséquente de la population qui considère que sa vision du monde et les valeurs auxquelles elle croit sont remises en cause.

3. Une stratégie d'entrisme et d'influence plus efficace que l'incursion dans le paysage électoral

Fort de ce constat et de ce potentiel de mobilisation qu'ils avaient su générer, les dirigeants de la Manif pour tous devaient trancher entre plusieurs options. Soit le mouvement continuait d'organiser des manifestations en trouvant de nouveaux créneaux mobilisateurs (ce qu'il a pour l'instant du mal à faire, la mobilisation connaissant un phénomène d'érosion), soit il parvenait à se structurer politiquement et se comptait électoralement, soit il optait pour une stratégie d'influence au sein du grand parti de la droite.

Suite à des manifestations qui avaient rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes et alors que les ténors de la droite n'apparaissaient pas comme très allants pour s'investir sur la thématique de la famille, la tentation était grande pour une partie des cercles gravitant autour de la Manif pour tous de se lancer en

⁴ Etude Ifop réalisée par internet pour Atlantico du 5 au 6 novembre 2014 auprès d'un échantillon national représentatif de 1009 personnes.

⁵ Etude réalisée par internet pour La Fondation de Service Politique du 13 mai au 7 juillet 2011 auprès d'un échantillon national représentatif de 1005 personnes et d'un échantillon de 563 personnes se déclarant catholiques pratiquants.

politique pour créer un débouché électoral à ce mouvement social. A peine quelques jours après le vote de la loi Taubira, la droite parisienne organisait en juin 2013 une primaire pour désigner son candidat à l'élection municipale. Nathalie Kosciusko-Morizet faisait figure de favorite pour ce scrutin mais sa position sur la loi Taubira (elle était une des seuls députés UMP à s'être abstenu) lui valut une mobilisation hostile de la part des réseaux issus de la Manif pour tous qui appelèrent à la faire battre en votant soit pour Franck Margain, vice-président du Parti Chrétien-Démocrate, soit pour Jean-François Legaret, maire du 1^{er} arrondissement. Or, bien que ce scrutin se déroule très peu de temps après le pic de la mobilisation et qu'il ait lieu à Paris, dont les arrondissements de l'ouest avaient fourni de très nombreux manifestants aux cortèges bleus et roses, ces deux candidats soutenus par la Manif pour tous ne purent lui barrer la route. Nathalie Kosciusko-Morizet l'emporta largement dès le premier tour avec 58% des voix, loin devant Jean-François Legaret (20,5%) et Franck Margain (10,5%)⁶. Alors que seuls 20 000 électeurs avaient pris part à ce scrutin, le poids électoral des réseaux de la Manif pour tous ne pesa donc pas de manière décisive, même sur ce corps électoral numériquement assez restreint.

Un an plus tard, les élections européennes de mai 2014 furent le théâtre d'une nouvelle tentative de traduire dans les urnes le succès de mobilisation de la Manif pour tous. Des listes intitulées Force Vie, animées par Christine Boutin (qui était tête de liste en Ile-de-France), se présentèrent dans différentes régions en se revendiquant de ce courant de pensée et de ce combat. Mais leur score (1%) montra une nouvelle fois qu'un mouvement social, fut-il d'ampleur, ne débouchait pas forcément sur une traduction électorale significative. Même parmi les catholiques pratiquants, ces listes peinèrent à trouver leur public puisqu'elles n'y atteignirent que 5%⁷. C'est uniquement dans le noyau le plus resserré, constitué par les « catholiques pratiquants réguliers », que le score devenait plus élevé (9%) sans pour autant être massif. Il tombait ensuite à moins de 1% parmi les catholiques pratiquants occasionnels et les non-pratiquants. A la lecture des résultats, on observa quelques scores nettement supérieurs à la moyenne trahissant localement la présence d'un milieu catholique conservateur. La Liste Force Vie obtint ainsi 6% des voix à Versailles, 5,4% à Rambouillet et entre 6 et 10% des voix dans certaines communes rurales mayennaises par exemple. Mais même dans une commune aussi « typée » que Versailles, où les réseaux de la Manif pour tous ont été très actifs, le score était très limité⁸. De la même façon, si Force Vie enregistrait 14,7% des suffrages à Solesmes dans la Sarthe, commune qui abrite une abbaye importante, ou 8,9% à Flavigny-sur-Ozerain en Côte d'Or (abbaye de Saint-Joseph de Clairval), les scores étaient moins significatifs à Plouharnel (7,6% en dépit de la présence d'un couvent et d'un monastère) ou dans le Morbihan à Bréhan où est situé le monastère de Timadeuc (3,7%) ou bien encore dans le Finistère à Landévennec (monastère de Saint-Guérolé), 4%. Enfin, on notera qu'à Fontgombault dans l'Indre, où la présence d'une abbaye traditionaliste importante – les moines représentant environ 30% de la population communale – défraye régulièrement la chronique, la Liste Force Vie n'obtint aucune voix⁹.

⁶ Un 4^{ème} candidat, Pierre-Yves Bournazel obtenant 10,8%.

⁷ Sondage Jour du vote : profil des électeurs et clefs du scrutin européen réalisé par l'Ifop et Fiducial pour I-Télé, *Paris-Match* et Sud Radio, le 25 mai 2014 auprès d'un échantillon national représentatif de 3373 personnes inscrites sur les listes électorales.

⁸ On notera qu'en mars 2016 lors d'une élection législative partielle dans la seconde circonscription des Yvelines (qui comprend une partie de Versailles et la vallée de Chevreuse), Benjamin La Combe candidat estampillé « Yvelines pour tous » obtiendra 9,6% des voix. Ce score traduit bien la présence d'une implantation de ce courant dans ce territoire, mais même dans ce fief l'audience électorale de la Manif pour tous est minoritaire.

⁹ La liste royaliste enregistra en revanche 8,5% des voix, tout comme celle de Debout la République, quand le FN atteignit 27% et l'UMP 29%. De la même façon, la présence de deux communautés bénédictines traditionalistes dans la petite commune du Barroux dans le Vaucluse ne s'accompagna pas d'un vote élevé pour Force Vie (3,9%), cette commune ayant voté à 41,4% pour le FN et 7,8% pour DLR.

Face à la difficulté de convertir les réseaux et soutiens en une force électorale autonome et conséquente, d'autres cadres issus de cette matrice décidèrent d'opter pour une stratégie d'influence. De nombreux collectifs comme les Veilleurs, Camping pour tous, les Hommens ou bien encore les Antigones virent le jour dans le sillage de la Manif pour tous, avec comme ambition de diffuser ses valeurs dans la société et de poursuivre la mobilisation dans différents lieux et sous différents registres. Dans cette nébuleuse, le courant Sens commun occupe une place à part, dans la mesure où il a été créé dans l'optique de pratiquer l'entrisme. Plusieurs milliers de personnes, membres de Sens commun, ont ainsi adhéré à l'UMP pour peser de l'intérieur sur les orientations idéologiques du grand parti de la droite et conquérir des postes électifs. A l'issue des dernières élections régionales, des figures locales de cette mouvance ont ainsi accédé aux responsabilités. Caroline Carmantrand a, par exemple, été nommée présidente de la commission famille au Conseil régional d'Ile-de-France et Catherine Giner est désormais en charge de l'intergénérationnel dans celui de Paca. Le choix du nom de ce courant ne doit d'ailleurs rien au hasard puisqu'il renvoie à la pensée d'Antonio Gramsci. Chez le théoricien de l'hégémonie culturelle, le « *sens commun* » renvoie à ce qui va de soi, autrement dit à la « *forme publique et manifeste* » de la pensée commune d'une société donnée. En d'autres termes, le « *sens commun* » est fortement déterminé par l'idéologie dominante, idéologie dominante qu'il s'agit donc de façonner. Lecteurs assidus de Gramsci, ces militants, qui ont créé ce maillage associatif dense ou qui sont rentrés chez les Républicains, ont décidé d'engager une bataille culturelle de longue haleine qui serait la clé des victoires politiques de demain. Ainsi, si nous faisons nôtre le regard que porte Gaël Brustier sur ce mouvement qui pourrait s'appréhender comme un Mai 68 conservateur¹⁰, une des principales influences de la Manif pour tous est à rechercher aujourd'hui parmi cette génération de militants qui se sont éveillés à la politique à l'automne 2012 et au printemps 2013 et qui ont entamé depuis « *leur longue marche à travers les institutions* », pour reprendre l'expression de Rudi Dutschke à propos de la jeunesse contestataire allemande des années post-1968.

Jérôme Fourquet
Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprise
Ifop

Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur www.ifop.com

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.

Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

Jérôme Fourquet – Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprises

jerome.fourquet@ifop.com

¹⁰

Gaël Brustier, *Le Mai 68 conservateur*, Paris, Le Cerf 2014